

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2015/29163]

**25 MARS 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort du Secteur XVII - Communauté française - de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, telle que modifiée;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats, tel que modifié, et notamment, les articles 34, 36, 38 et 42;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort du Secteur XVII - Communauté française - de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités, tel que modifié ultérieurement;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation du Secteur XVII, donné le 13 mars 2015 ;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort du Secteur XVII - Communauté française - de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités, les mots « douze comités de concertation de base » sont remplacés par les mots « quatorze Comités de concertation de base ».

**Art. 2.** Après l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, il est inséré un article 1<sup>er</sup> bis rédigé comme suit :

« Article 1<sup>er</sup>bis. – Dans le ressort du Comité de Secteur XVII - Communauté française - est créé pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel un comité de concertation de base.

Le ressort de ce comité ainsi que son président sont repris à l'annexe 3 du présent arrêté.».

**Art. 3.** L'annexe 2 du même arrêté est remplacée dans la forme visée à l'annexe 1 au présent arrêté et son annexe 3 est rétablie dans la forme visée à l'annexe 2 au présent arrêté.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 mars 2015.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

Annexe 1 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mars 2015 portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort du Secteur XVII - Communauté française - de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités

« Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création dans le ressort du Secteur XVII - Communauté française - de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités

Comités de concertation de base pour le Ministère de la Communauté française

*Comité de concertation de base n° 1*

— Ressort : Services du Secrétariat général.

— Président : Le secrétaire général ou la secrétaire générale.

*Comité de concertation de base n° 2*

— Ressort : Administration générale de l'Enseignement (à l'exception de la Direction du Jardin botanique de Meise).

— Président : L'administrateur général ou l'administratrice générale de l'Administration générale de l'Enseignement.

*Comité de concertation de base n° 3*

— Ressort : Administration générale de l'Enseignement – Direction du Jardin botanique de Meise.

— Président : L'administrateur général ou l'administratrice générale de l'Administration générale de l'Enseignement ou le membre de la délégation de l'autorité qu'il/elle délègue à cette fin.

*Comité de concertation de base n° 4*

— Ressort : Administration générale de la Culture (à l'exception des services extérieurs de l'Administration générale de la Culture).

— Président : L'administrateur général ou l'administratrice générale de l'Administration générale de la Culture.

*Comité de concertation de base n° 5*

— Ressort : Administration générale de la Culture – services extérieurs (à l'exception du Musée royal de Mariemont)

— Président : L'administrateur général ou l'administratrice générale de l'Administration générale de la Culture ou le membre de la délégation de l'autorité qu'il/elle délègue à cette fin.

*Comité de concertation de base n° 6*

- Ressort : Administration générale de la Culture – Musée royal de Mariemont
- Président : L'administrateur général ou l'administratrice générale de l'Administration générale de la Culture ou le membre de la délégation de l'autorité qu'il/elle délègue à cette fin.

*Comité de concertation de base n° 7*

- Ressort : Administration générale de l'Aide à la Jeunesse (à l'exception des services extérieurs de l'aide à la Jeunesse – Institutions publiques de Protection de la Jeunesse et services de l'aide à la jeunesse et de protection judiciaire).
- Président : L'administrateur général ou l'administratrice générale de l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse.

*Comité de concertation de base n° 8*

- Ressort : Administration générale de l'Aide à la Jeunesse – services extérieurs – Institutions publiques de Protection de la Jeunesse.
- Président : L'administrateur général ou l'administratrice générale de l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse ou le membre de la délégation de l'autorité qu'il/elle délègue à cette fin

*Comité de concertation de base n° 9*

- Ressort : Administration générale de l'Aide à la Jeunesse – services extérieurs – Services de l'aide à la jeunesse et de protection judiciaire.
- Président : L'administrateur général ou l'administratrice générale de l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse ou le membre de la délégation de l'autorité qu'il/elle délègue à cette fin.

*Comité de concertation de base n° 10*

- Ressort : Administration générale du Sport (à l'exception des services extérieurs du Sport)
- Président : L'administrateur général ou l'administratrice générale de l'Administration générale du Sport.

*Comité de concertation de base n° 11*

- Ressort : Administration générale du Sport – services extérieurs.
- Président : L'administrateur général ou l'administratrice générale de l'Administration générale du Sport ou le membre de la délégation de l'autorité qu'il/elle délègue à cette fin.

*Comité de concertation de base n° 12*

- Ressort : Administration générale des Maisons de Justice (à l'exception des services extérieurs).
- Président : L'administrateur général ou l'administratrice générale de l'Administration générale des Maisons de Justice.

*Comité de concertation de base n° 13*

- Ressort : Administration générale des Maisons de Justice - services extérieurs – Directions des Maisons de Justice.
- Président : L'administrateur général ou l'administratrice générale de l'Administration générale des Maisons de Justice ou le membre de la délégation de l'autorité qu'il/elle délègue à cette fin.

*Comité de concertation de base n° 14*

- Ressort : Administration générale des Maisons de Justice - services extérieurs – Direction Section Mineurs dessaisis à Saint-Hubert.
- Président : L'administrateur général ou l'administratrice générale de l'Administration générale des Maisons de Justice ou le membre de la délégation de l'autorité qu'il/elle délègue à cette fin ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort du Secteur XVII - Communauté française - de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mars 2015 portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort du Secteur XVII - Communauté française - de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités

« Annexe 8 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant création dans le ressort du Secteur XVII - Communauté française - de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités

Comité de concertation de base pour le Conseil supérieur de l'Audiovisuel

- Ressort : Le Conseil supérieur de l'Audiovisuel.
- Président : Le Président ou la Présidente du Conseil supérieur de l'Audiovisuel ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 février 1998 portant création dans le ressort du Secteur XVII - Communauté française - de comités de concertation de base et de comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents de ces comités.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29163]

**25 MAART 2015. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, zoals gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 34, 36, 38 en 42

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités, zoals later gewijzigd;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Hoog Overlegcomité van Sector XVII, gegeven op 13 maart 2015;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités, worden de woorden « twaalf basisoverlegcomités » vervangen door de woorden « veertien basisoverlegcomités ».

**Art. 2.** Na artikel 1 van hetzelfde besluit wordt een artikel 1 bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 1bis. – Binnen het gebied van Sectorcomité XVII – Franse Gemeenschap – wordt opgericht, voor de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector, een basisoverlegcomité.

Het gebied van dit comité, alsook zijn voorzitter worden in bijlage 3 bij dit besluit opgenomen. ».

**Art. 3.** Bijlage 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen in de vorm bedoeld in bijlage 1 bij dit besluit en bijlage 3 wordt hersteld in de vorm bedoeld in bijlage 2 bij dit besluit.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 5.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 maart 2015.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

Bijlage 1 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 maart 2015 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités

« Bijlage 2 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités

Basisoverlegcomité voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap

*Basisoverlegcomité nr. 1*

— Gebied : Diensten van het Secretariaat-generaal.

— Voorzitter : De secretaris-generaal.

*Basisoverlegcomité nr. 2*

— Gebied : Algemeen Bestuur Onderwijs (met uitzondering van de Directie van de Plantentuin van Meise).

— Voorzitter : De Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijs.

*Basisoverlegcomité nr. 3*

— Gebied : Algemeen Bestuur Onderwijs – Directie Plantentuin van Meise.

— Voorzitter : De Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Onderwijs of het lid van de delegatie van de overheid dat hij of zij daartoe delegeert.

*Basisoverlegcomité n. 4*

— Gebied : Algemeen Bestuur Cultuur (met uitzondering van de buitendiensten van het Algemeen Bestuur Cultuur).

— Voorzitter : De Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Cultuur.

*Basisoverlegcomité nr. 5*

— Gebied : Algemeen Bestuur Cultuur – buitendiensten (met uitzondering van het “Musée royal de Mariemont”)

— Voorzitter : De Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Cultuur of het lid van de delegatie van de overheid dat hij of zij daartoe delegeert.

*Basisoverlegcomité nr. 6*

- Gebied : Algemeen Bestuur Cultuur – Musée royal de Mariemont
- Voorzitter : De Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Cultuur of het lid van de delegatie van de overheid die hij of zij daartoe delegeert.

*Basisoverlegcomité nr. 7*

- Gebied : Algemeen Bestuur Hulpverlening aan de Jeugd (met uitzondering van de buitendiensten van de hulpverlening aan de jeugd – Overheidsinstellingen voor Jeugdbescherming en diensten voor hulpverlening aan de jeugd en gerechtelijke bescherming).
- Voorzitter : De Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Hulpverlening aan de Jeugd.

*Basisoverlegcomité nr. 8*

- Gebied : Algemeen Bestuur Hulpverlening aan de Jeugd – buitendiensten – Overheidsinstellingen voor Jeugdbescherming.
- Voorzitter : De Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Hulpverlening aan de Jeugd of het lid van de delegatie van de overheid die hij of zij daartoe delegeert

*Basisoverlegcomité nr. 9*

- Gebied : Algemeen Bestuur Hulpverlening aan de Jeugd – buitendiensten – Diensten voor hulpverlening aan de jeugd en gerechtelijke bescherming.
- Voorzitter : de Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Hulpverlening aan de Jeugd of het lid van de delegatie van de overheid die hij of zijn daartoe delegeert.

*Basisoverlegcomité nr. 10*

- Gebied : Algemeen Bestuur Sport (met uitzondering van de buitendiensten van Sport)
- Voorzitter : De Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Sport.

*Basisoverlegcomité n. 11*

- Gebied : Algemeen Bestuur Sport – buitendiensten.
- Voorzitter : De Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Sport of het lid van de delegatie van de overheid die hij of zij daartoe delegeert.

*Basisoverlegcomité nr. 12*

- Gebied : Algemeen Bestuur Justitiehuisen (met uitzondering van de buitendiensten).
- Voorzitter : De Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Justitiehuisen.

*Basisoverlegcomité nr. 13*

- Gebied : Algemeen Bestuur Justitiehuisen - buitendiensten –Directies Justitiehuisen.
- Voorzitter : De Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Justitiehuisen of het lid van de delegatie van de overheid die hij of zij daartoe delegeert.

*Basisoverlegcomité nr. 14*

- Gebied : Algemeen Bestuur Justitiehuisen - buitendiensten – Directie afdeling minderjarigen die het voorwerp zijn van een maatregel tot uithandengeving te Saint-Hubert.
- Voorzitter : De Administrateur-generaal van het Algemeen Bestuur Justitiehuisen of het lid van de delegatie van de overheid die hij of zij daartoe delegeert ».

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 maart 2015 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

Bijlage 2 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 maart 2015 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII – Franse Gemeenschap - van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités

« Bijlage 8 bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot oprichting in het gebied van Sector XVII – Franse Gemeenschap - van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités

Basisoverlegcomité voor de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector

- Gebied : de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector.
- Voorzitter : De Voorzitter van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector ».

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 maart 2015 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 februari 1998 tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en plaatsvervangende voorzitters van deze comités.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT